



Prise de Parole UD CGT46 – 1^{er} Décembre 2018

Salaires, emplois et justice sociale - Agissons ensemble, il y a urgence !

Des salariés actifs et retraités, des salariés en précarité ou privé d'emploi, des jeunes, des citoyens expriment une colère légitime pour avoir les moyens de vivre dignement, pour plus de justice sociale.

Cette colère, la CGT la comprend et la porte au quotidien depuis plusieurs mois et au travers de nombreuses journées d'action et de grèves.

Alors que la France est en 2017 le 5^e pays producteur de richesses dans le monde, le chômage, le travail précaire s'accroissent et plongent dans le désarroi de plus en plus de familles, de citoyens. Les lois el Khomri et Macron que la CGT souvent seule n'a cessé d'appeler à combattre sont particulièrement responsable de cette précarisation, tout comme la baisse des revenus du travail.

Pas plus tard qu'hier le tribunal a condamné 180 salariés du groupe Elior (nettoyage industriel) à rembourser jusqu'à 30000€ pour certains. Lors de leur transfert d'une autre entreprise de nettoyage vers Elior il y a quelques années, ils avaient obtenu de travailler au même salaire que les salariés d'Elior. Normal jusque là, loi : à travail égal salaire égal. Et bien la loi el Khomri à casser ce droit et avec ce avec effet rétroactif. Certains doivent remboursés leur entreprise 30 000€ (soit+ de 2 ans de SMIC). Autre exemple dans le Lot, les patrons n'en ont jamais assez ! A la MAEC, la direction veut imposer un accord avec 38h30 payé 36h ! Soit 2h30 de travail gratuit par semaine alors que les salariés n'arrivent plus à vivre de leur salaire ! Allons-nous les laisser nous plumer comme des volailles !

La préoccupation d'une partie grandissante de la population est de boucler les fins de mois.

Ça ne peut plus durer !

Une société qui n'offre pas de perspectives à ceux qui produisent les richesses par leur travail, ni à la jeunesse pas plus qu'aux retraités, est une société sans avenir. Hier, partout en France comme à Cahors, ce sont les lycéens qui ont manifesté leur colère à l'appel de l'UNL face à la réforme du bac, Parcoursup où la surcharge des classes. La CGT continuera d'appeler la jeunesse, les lycéens et étudiants à poursuivre leur mouvement. La CGT les soutiens dans leur légitimes revendications et les appelle à se joindre à toutes les mobilisations de progrès social pour tous.

Le gouvernement joue avec le feu en banalisant les revendications, en ignorant les organisations syndicales, en balayant d'un revers de main la contestation.

Pire, le président de la république, ses ministres sont régulièrement méprisants vis-à-vis des citoyens au travers de « petites phrases ».

Cette politique lui revient aujourd'hui en boomerang en plein visage.

La responsabilité du gouvernement est énorme. Le surnom de président des riches est bien justifié. À force de tirer sur la ficelle, les premiers de cordée seront bien seuls au sommet.

Si Macron cristallise les colères, il n'est pas le seul responsable, les précédents gouvernements ont tous participé à la casse sociale, de nos salaires, notre protection sociale, la casse des services public de santé, des transports...

Sarkozy avec les retraites ou encore en bafouant notre vote « contre » au referendum sur le traité européen qui met à genou les peuples sous les règles austéritaires pendant que les banques et les actionnaires se sont engraisés démesurément.

Hollande avec sa loi travail et le projet de loi El Khomri dont les conséquences vont à peine se voir à présent comme pour les salariés du groupe Elix.

Il y a donc urgence à répondre aux attentes sociales comme :

- l'augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux ;
- la prise en charge des transports par les employeurs ;
- une TVA à 5,5% pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité ;
- une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu le rétablissement de l'impôt sur la fortune.

Ces revendications sont urgentes et légitimes.

L'augmentation des salaires est une obligation pour une vie décente, pour un réel financement de la protection sociale (retraite, chômage, sécurité sociale...), si chère et indispensable à toutes et tous, et ce tout au long de notre vie.

Le gouvernement instrumentalise les enjeux environnementaux, alors que rien ne se fera si on ne prend pas en compte le lien unissant cause sociale et cause écologique. Nous refusons cette nouvelle division orchestrée par l'Élysée entre les citoyens qui seraient responsables en matière environnementale et les autres. Alors que ce gouvernement vient de briser la SNCF, notre service public capable de répondre à la mobilité et au transport de fret pour le bien être commun et le respect de l'environnement comment peut-il prétendre faire de l'écologie et imposer la hausse des carburants qui pèse pour les plus démunis et les plus éloignés des métropoles.

La privatisation des services publics c'est laissé nos enjeux collectifs, sociaux, de sécurité et écologiques, aux mains du capital et de la finance qui mette en premier lieu les enjeux de rentabilité. La privatisation des services publics c'est permettre au capital de privatiser les profits et mutualiser les pertes. Les autoroutes en sont le pire exemple. Les tronçons cédés à Vinci, nous sont fait payé très cher, l'entretien revient souvent aux collectivités territoriales payés par nos impôts. Si l'on veut plus de justice fiscale combattons déjà ces privatisations.

Allons-nous continuer de les laisser faire !

Nous refusons de mêler nos voix avec ceux, comme le Patronat, qui font volontairement l'amalgame entre taxes et cotisations sociales.

Dans cette période de clair-obscur où peuvent surgir les monstres, la CGT appelle les citoyens à ne pas laisser dévoyer leur colère par ceux distillant des idées xénophobes, racistes, homophobes. Les lois et barrières administratives contre les migrants sont faites pour permettre au capital d'avoir une main d'œuvre corvéable à merci et mettre en concurrence les salariés entre eux. Samedi 15 Décembre journée internationale de soutien aux migrants, une manifestation régionale est prévue au Perthus avec des syndicats Espagnols et de nombreux rassemblements auront lieux en France. C'est bien tous ensemble que nous pourrons infléchir la politique du Président des riches.

Par ses initiatives, sa volonté de rassemblement et d'unité, la CGT est au service des salariés, des citoyens pour un monde de progrès et de justice sociale. Elle prendra toutes les initiatives dans la période pour permettre à ceux qui luttent de s'organiser afin de gagner sur leurs justes revendications.

Ces pour toutes ces raisons que la CGT a appelé ce 1^{er} décembre tous les citoyens, les salariés actifs et retraités à se joindre aux manifestations des privés d'emploi pour exiger des réponses immédiates et précises de la part du gouvernement et du patronat.

La CGT appelle à signer et faire signer la pétition et à mettre en débat avec nos collègues des actions et avec arrêts de travail par la grève dans chaque entreprise, chaque service, dès le 14 décembre, jour où aurait du avoir lieu par le gouvernement « un coup de pouce » du SMIC coup de pouce que nous estimons à 300 € pour un SMIC minimum à 1800€ Brut. Si nous voulons infléchir la politique du président des riches, il faut s'attaquer à leur porte monnaie. Cessons le travail, ensemble et partout, bloquons réellement l'économie.

Ensemble faisons entendre nos revendications, faisons triompher la justice sociale pour tous !

Enfin je voudrais terminer cette prise de parole par ce message :

Le 28 juin dans le cadre d'une journée d'action intersyndicale CGT/FO pour l'augmentation des salaires pensions, et l'abrogation des ordonnances Macron qui accentuent la précarité, une distribution de tracts s'était déroulée sans incident au péage de Gignac (A20).

En plein mois d'aout, nous étions 5 militants CGT à être convoqués à la gendarmerie.

Le procureur vient de décider de poursuivre à mon encontre et je suis convoquer au tribunal le 10 mai 2019 pour occupation illicite de la voie publique. Par cette nouvelle convocation, c'est toute la CGT qui est attaquée. Alors que la colère ne cesse de grandir face à l'augmentation des injustices sociales et le mépris que porte le gouvernement Macron et le du patronat, l'ambition de ces derniers est de «Casser du militant» et ici son premier responsable départemental; d'«occuper» nos forces militantes à devoir affronter la justice, en cette période de forte colère sociale...

La répression syndicale est aussi une arme patronale et politique utilisée pour freiner le développement du syndicalisme et créer la peur de s'engager, de résister et de lutter. C'est une attaque aux libertés syndicales et au droit de manifester. Il n'y a pas de conquêtes sociales (salaires, emploi, protection sociale...) sans libertés syndicales !

Ensemble nous devons réagir face à l'injustice!

Pour la défense des libertés syndicales !

La CGT du Lot appelle à un Rassemblement :

En présence de **Philippe Martinez** secrétaire confédéral de la CGT, et de délégations CGT de la fédération de la métallurgie et de toute la région

Mercredi 12 décembre à 18h00

Devant le tribunal de Cahors (av. Gambetta)



Cahors le 1^{er} Décembre 2018

POUR LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE, LA CGT REVENDIQUE :

- **l'augmentation du SMIC à 1800€ brut**, avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires des minima sociaux, du point d'indice des fonctionnaires, des pensions ;
- **la reconnaissance des qualifications ;**
- **l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** – A travail égal, salaire égal ;
- **des emplois de qualité**, d'améliorer les conditions de travail, de travailler tous, mieux et moins ;
- **une protection sociale de qualité** tout au long de sa vie avec des droits à la retraite à taux plein à 60 ans, moins selon la pénibilité des métiers avec une pension égale à 75% de mon salaire et en aucun cas inférieure au Smic ;
- **des droits au déplacement** partout et pour tous, avec des transports accessibles et de qualité ;
- **la prise en charge par l'employeur des trajets domicile/travail.**
- **Le passage aux 32 h avec maintien de salaire,**
- **La suppression du jour de carence pour tous,**
- **Une politique industrielle créatrice d'emplois, répondant aux besoins de la population,**
- **Une Protection Sociale solidaire de haut niveau,**
- **Le maintien et le développement des Services Publics au plus près des usagers,**
- **La fin des exonérations de cotisations sociales, de la fraude et de l'évasion fiscale,**
- **L'abrogation de la Loi Travail, Macron, Rebsamen, Santé, NOTRe, Traité dit de « libre échange (CETA) et toutes les lois régressives...**